



ORGANISATION POUR  
UNE CITOYENNETÉ UNIVERSELLE



## Les migrations, une chance à saisir

03 juin 2014 | Par [Les invités de Mediapart](#)

« *Il est temps de déconstruire en profondeur la vision utilitariste et sécuritaire des migrations, centrée sur la satisfaction des besoins des Etats en matière de main d'œuvre ou de rajeunissement de leur population* », estiment **Myriam Michel** (Mouvement Utopia), **Nathalie Péré-Marzano** (Emmaüs international) et **Emmanuel Poilane** (Fondation France Libertés) au lendemain d'un scrutin européen qui a porté des dizaines d'élus d'extrême droite au Parlement.

---

Dimanche 25 mai, dans les 28 Etats de l'Union européenne, les résultats des élections tombent, et le choc est immense : pour la première fois, le Parlement européen accueillera trois représentants de partis néo-nazis (deux du parti grec Aube Dorée, un du parti allemand NPD), ainsi que plusieurs dizaines de représentants de partis d'extrême droite, dont 24 du Front national.

Ces résultats constituent un avertissement sérieux, et ce pour trois raisons principales.

Tout d'abord, ils percutent le fondement même du projet d'Union européenne, créée pour réconcilier les peuples après les horreurs de deux guerres mondiales, pour construire une paix durable et animée par la solidarité et la mise en commun des ressources et des savoirs au sein d'un espace commun comme avec le reste du monde. Aujourd'hui, des dizaines d'europhobes et de xénophobes vont donc siéger au sein d'un parlement dont ils nient les valeurs, puisque le projet fondateur européen prenait le contrepied de tout nationalisme et qu'il s'ancrait sur un socle social-démocrate de prospérité et de justice sociale.

D'autre part, ces résultats illustrent l'échec des partis politiques traditionnels, et particulièrement en France, à protéger et renforcer notre projet européen. Bien au contraire, la plupart des partis n'ont eu de cesse de jouer le jeu ambigu et malsain de l'orgueil national contre « Bruxelles » qui serait la source de tous nos maux. Ils ont eux même encouragé, au fil des années, la construction de politiques qui ont peu à peu mis à mal le modèle social porté par les artisans du projet européen.

De ce point de vue, le harcèlement permanent infligé aux migrants, la réduction progressive de leurs droits jusqu'à en faire des parias, sont une dérive hélas acceptée par un large spectre

politique et médiatique. La forteresse française et européenne s'est ainsi construite en voulant protéger son espace de prospérité de toute « invasion de la misère », tout en s'attaquant aux avancées sociales et aux libertés fondamentales. Plus généralement, après avoir écrasé les pays du Sud au travers de plans d'ajustements structurels et montré son incapacité à maîtriser les dérives financières, le rouleau compresseur des politiques néolibérales – portées par la Commission et par la plupart des pays membres – s'est étendu à l'espace européen sous forme de politiques d'austérité.

Plutôt que de construire des solidarités entre nos peuples, la classe politique a désigné les étrangers comme indésirables et affecté des centaines de millions d'euros à combattre une immigration « illégale » qu'elle a elle-même créée.

Enfin, car il serait trop simple de ne blâmer que les politiques, ces résultats témoignent d'un dangereux glissement des sociétés françaises et européennes vers le repli sur soi, effrayées par l'accélération des interdépendances et peu préparées à comprendre l'opportunité d'une ouverture au monde.

Les résultats du vote révèlent un égoïsme en droite ligne avec notre histoire coloniale, celle-là même qui a permis, pendant des siècles pour certains pays, le pillage de ressources humaines et naturelles dans les pays du Sud pour bâtir notre propre développement. Nous voudrions désormais que les populations victimes des abus de notre modèle de développement restent confinées dans leurs espaces dévastés ? Qu'ils ne cherchent plus à franchir les frontières et la mer Méditerranée pour tenter une vie meilleure dans un espace qui a tout fait pour se rendre attractif ? Les discours des partis d'extrême droite peuvent dès lors être distillés en toute inconscience et les citoyens européens se réfugier dans des soi-disant combats pour le « made in France » ou la « Deutsche Qualität ». L'Europe n'est plus le creuset du développement des droits fondamentaux pour toutes et tous, mais le champ clos de la compétition, de la cupidité et du chacun pour soi.

De même que les 23 000 morts en mer ces dix dernières années n'ont amené qu'une suite d'indignations passagères, l'élection au parlement européen de représentants europhobes et même néonazis semble s'effectuer dans un climat de xénophobie de plus en plus assumée car soi-disant légitime en temps de crise.

L'Organisation pour une citoyenneté universelle ([OCU](#), fondée par Emmaüs International, France Libertés et le Mouvement Utopia) est pleinement à contre-courant de ces dérives : les organisations qui l'ont créée luttent contre l'écrasement des plus faibles et des sans droits. Elles ont appris depuis longtemps à comprendre les migrations, leur influence positive sur l'histoire de l'humanité, les peuples et les territoires, leur caractère inéluctable. L'OCU dispose d'ambassadrices et d'ambassadeurs qui ont connu l'errance de pays en pays, pour avoir osé exprimer leurs opinions, les écrire et les revendiquer, ou pour avoir tout simplement osé rêver une vie meilleure, ailleurs. Nous fondons notre combat sur un principe lui aussi né dans l'après-guerre, dans la perspective d'un monde délivré de ses démons et de ses injustices : la liberté de circulation et d'installation des personnes, consacrée par l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule : « 1 - Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat ; 2 - Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. ».

Il est temps de déconstruire en profondeur la vision utilitariste et sécuritaire des migrations, centrée sur la satisfaction des besoins des Etats en matière de main d'œuvre ou de

rajeunissement de leur population, provoquant chaque année la mort de milliers de personnes et alimentant le juteux et totalement opaque marché de la sécurité et des mafias.

Il faut au contraire desserrer l'étouffement du chiffre et du contrôle aux frontières, source d'abus et de violations insupportables des droits fondamentaux, pour aller vers la mobilité des femmes et hommes partout sur la planète. La libre-circulation des capitaux et des marchandises doit s'accompagner de celle des hommes et femmes en quête d'une vie meilleure et pas seulement les plus privilégiés d'entre eux. Pourquoi continuer au prix fort de tenter d'empêcher les personnes de se mouvoir ? Quelle que soit la hauteur des murs dressés devant eux, l'épaisseur des fils barbelés ou le nombre de gardiens de sécurité ou de militaires aux frontières, il est totalement hypocrite et malhonnête de vouloir faire croire qu'il est possible de contrôler les flux migratoires. La démonstration est désormais faite que c'est politiquement irresponsable et dangereux.

Enfin, les nouveaux modes de communication et de déplacement, les incidences des changements climatiques, l'aggravation des inégalités, la persistance des conflits et de la corruption continueront à mettre sur les routes des millions de personnes à travers le monde. Il nous faut nous préparer avec réalisme à ces évolutions comme à une chance à saisir, plutôt que d'agiter les peurs qui nous ont conduits au désastre il y a quelques décennies. Il est urgent et indispensable que les nations au sein de l'ONU se saisissent enfin de ce sujet des migrations internationales et organisent un cycle de conférences à même de reposer le débat à partir des réalités du monde d'aujourd'hui, des souffrances endurées sans raison, des morts passés sous silence. Il est urgent de construire un socle nouveau de politiques migratoires à même de faire sortir les Etats et les espaces régionaux comme l'Union européenne de leur vision rabougrie et dangereuse et d'accorder à tous les citoyens du monde leur liberté de circuler.

**Myriam Michel**, pour le mouvement Utopia

**Nathalie Péré-Marzano**, déléguée générale d'Emmaüs international

**Emmanuel Poilane**, directeur de la Fondation France Libertés - Danièle Mitterrand

Retrouvez l'article en ligne : <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/030614/les-migrations-une-chance-saisir>